

# AU MEXIQUE

rée ici comme « criminelle » d'après le code pénal, et qu'on n'a plus recours à la qualification générale des délits comme « délit de dissolution sociale ».

La nouvelle « perle juridique » du raisonnement policier vaut la peine d'être citée :

« Les détenus sont d'accord avec l'idéologie qu'ils professent (sic) : ils veulent un changement du régime politique par tous les moyens possibles, y compris la violence, et il est facile d'observer qu'ils ne font jamais référence au processus électoral dans les termes constitutionnels. La violence est une action contre les personnes et les biens dans le but de causer lésions et préjudices. En d'autres termes, l'utilisation de la violence va à l'encontre des prohibitions légales pénales, privant les personnes de la vie, nuisant à leur santé ou lésant leur patrimoine. Ces faits constituent des délits d'homicide, de lésion, de soustraction de propriété, et leur inclusion dans le programme politique d'un groupe est sanctionnée par l'article 164 du Code pénal, qui proscribit les associations de malfaiteurs, étant donné que la proposition d'usage de la violence pour obtenir le pouvoir politique implique de manière nécessaire et inévitable la mise à exécution des délits mentionnés. » (Nous soulignons.)

On remarque le sadisme involontaire (contenu dans le lapsus inconscient) de la « référence au processus électoral », dans un cas où l'un des accusés a gagné les élections, sans que cela serve à quoi que ce soit. Le docteur Fausto Davila n'aurait pas pu espérer un acte d'accusation plus dénué de fondement que celui-ci. Et comment faut-il qualifier l'« interprétation » policière de la thèse marxiste selon laquelle les monopoles et leurs serviteurs au pouvoir ne peuvent céder le pouvoir, qu'ils détiennent antidémocratiquement, d'une façon pacifique ? Les travailleurs en lutte se trouvent toujours confrontés avec la résistance des capitalistes, qui recourent y compris à la violence, contre le peuple. Le plus scandaleux est le passage de l'accusation qui attribue aux détenus le résultat de la violence, et qui les accuse d'utiliser la violence dans leurs activités actuelles : ils sont déjà accusés d'homicide et de vol. On ne les accuse pas de vouloir préparer une transformation révolutionnaire du pays, mais d'avoir organisé des meurtres, des vols, etc. Enfin, ils sont également accusés, en fonction d'une loi qui ne s'applique que contre la

gauche (jamais contre ceux qui siègent avec des représentants de l'impérialisme américain ou dans des organisations catholiques) d'appartenir à une organisation internationale.

La base fallacieuse de l'acte d'accusation est donc évidente.

La réaction des organisations révolutionnaires face à ce nouveau coup qui leur est porté a été lente. Mais en même temps, elles peuvent en tirer des enseignements précieux quant à l'union nécessaire. La revue *Politica* (N° 159) a déjà tiré cette conclusion. Mais entre-temps la répression continue. Après la détention de Fausto Davila, d'autres militants ont été arrêtés ; entre autres le directeur de l'organe *Voz Obrera* du P.O.R. posadiste. Arrêtés à Mexico, ils semblent, au moment où nous écrivons cet article, avoir été transportés à Veracruz.

L'année 1966 a donc été une année de répression. Récapitulons les arrestations : d'abord (au début de l'année) celle d'Adolfo Gilly et de ses compagnons de prison ; ensuite des membres du groupe « Francisco I. Madero », puis le groupe du M.R.P. dirigé par Victor Rico Galan, suivi des étudiants de l'université de Morelia et d'un groupe de militants du P.C. à Tampico, et enfin les arrestations mentionnées dans cet article.

La différence avec le cas de Hugo Blanco, au Pérou, est importante : alors que le gouvernement et la caste militaire du Pérou ont agi devant le danger réel que le dirigeant paysan représente pour eux étant donné son ascendant indiscutable sur les masses paysannes, et sur les travailleurs en général, le contrôle du gouvernement sur les masses travailleuses, au moyen des syndicats du régime, est toujours très grand au Mexique, et les paysans pauvres sont désorganisés, ce qui contribue au rachitisme de tous les groupes révolutionnaires mexicains. De ce point de vue, l'action du gouvernement mexicain est disproportionnée par rapport au danger qu'il encourt.

L'action internationale de protestation, et de dénonciation du gouvernement mexicain, est d'autant plus importante. La campagne en faveur de Hugo Blanco démontre que les prisonniers politiques d'Amérique Latine peuvent compter sur des alliés puissants pour recouvrir leur liberté.

Que la colère internationale qui a retenu les bras des gorilles du Pérou se fasse entendre à l'encontre du gouvernement mexicain de Dias Ordaz !

Ricardo OCHOA.

## CERCLE KARL MARX

# ISRAËL ET LA REVOLUTION ARABE

« Israël et la révolution arabe », tel était le thème de la réunion du Cercle Karl-Marx qui s'est tenue le 17 février. Un exposé très documenté, dont nos lecteurs auront eu une idée par l'article du conférencier, N. Weinstock, publié dans notre dernier numéro, précéda la discussion, malheureusement trop courte, où intervinrent surtout sionistes et militants arabes.

Weinstock traça l'histoire du sionisme, mettant en évidence ses liens étroits avec les intérêts coloniaux des puissances impérialistes. Les intentions révolutionnaires et la bonne foi d'un bon nombre de militants de la gauche sioniste ne changent rien au caractère du mouvement dans son ensemble. On ne peut être sioniste et révolutionnaire : c'est ce que confirme, bien involontairement, un membre de la gauche sioniste quand il proclama, au cours du débat, son opposition irréductible à l'impérialisme et sa détermination à collaborer avec n'importe qui pour la sauvegarde de l'Etat israélien. En fait, seule est envisageable une solution partant de la reconnaissance des droits de la population palestinienne, droits niés par l'existence même de l'Etat israélien.

Dans la discussion, les sionistes, comme celui que nous avons cité, affirmèrent leur volonté de dialogue en même temps qu'un attachement inconditionnel à leur Etat. Nathan Weinstock n'eut pas de mal à démontrer que l'on vidait le dialogue de tout contenu tant que l'on considérait comme sacro-saint le cadre de l'Etat israélien, tant qu'on raisonnait en termes de nationalité au lieu de raisonner en termes de classes.

Deux interventions de militants arabes retinrent l'attention. Un membre de la section de France de l'Union des étudiants palestiniens, après s'être félicité de la tenue de l'exposé, rejeta une conception purement nationaliste de la lutte ; un autre — dont nous ne savons pas l'appartenance — s'enquit de l'existence en Israël même de militants marxistes, déclarant vouloir « prendre contact ». Il en existe effectivement, devait répondre N. Weinstock : les militants regroupés depuis 1962 autour du journal *Combat*.

Plus qu'un dialogue, c'est donc une collaboration entre révolutionnaires qui peut et doit s'engager à partir de cette réunion du Cercle.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F

● De soutien : 20 F

C.C.P. Bouyer  
15 285-16 Paris

Tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures une permanence est assurée dans nos locaux 21, rue d'Aboukir, PARIS-2<sup>e</sup> GUTemberg 06-57

Le directeur de publication :  
P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton  
PARIS-12<sup>e</sup>

## Arrestations en Espagne

Il ne se passe guère de semaine que l'on n'annonce de nouvelles arrestations en Espagne, de militants de toutes appartenances, et milieux sociaux. Tous ont droit à la solidarité du mouvement ouvrier international, et nous n'y manqueront pas pour notre part. Ceci dit, nous devons préciser que les militants arrêtés le 30 janvier et qui se réclament du trotskysme ne peuvent appartenir à la section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale pour la bonne raison que la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas de section espagnole. Même la répression ne justifie pas l'escroquerie politique.

## SERVICE LIBRAIRIE

Léon TROTSKY : LES ECRITS (3 vol.)	31 F
» LEUR MORALE ET LA NOTRE	3 F
KURON et MODZELEWSKI : LETTRE OUVERTE AU PARTI OUVRIER POLONAIS	5 F
Francisco JULIAO : LES LIGUES PAYSANNES DU NORD-BRESIL	2 F

# herche son salut en Europe

tion de moyens de paiement internationaux supplémentaires, de graves frictions sont à prévoir.

## ...AUX PROBLÈMES « POLITIQUES »

Si la Grande-Bretagne entrait dans le Marché commun, elle ne le ferait pas seule. Les pays de l'Association européenne de libre-échange (Danemark, Suède, Norvège, Portugal, Suisse, Autriche) solliciteraient probablement aussi leur adhésion qu'on serait bien en peine de leur refuser. Cet afflux de nouveaux membres ébranlerait les structures anciennes de la C.E.E. qui devraient être révisées pour en tenir compte. Rien ne saurait inquiéter davantage de Gaulle qui craint d'y voir sombrer sa conception de l'« Europe des patries » au profit du « vaste truc de libre-échange » dont, en 1963, il accusait la Grande-Bretagne de vouloir l'instauration au bénéfice et sous la pression des Etats-Unis. La déclaration de Johnson (en octobre dernier, quelques jours seulement avant que la décision officielle britannique ne soit prise) souhaitant que le Royaume uni devienne membre d'une Europe « plus vaste et plus ouverte » n'a pas dû dissiper ces craintes.

La conception britannique d'une Europe intégrée dans un large cadre atlantique (qui s'oppose à celle d'une troisième force indépendante des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.) ne s'applique pas seulement aux problèmes économiques, mais aussi à ceux de la politique extérieure et de la « défense ». Les raisons du veto français à l'adhésion britannique, en janvier 1963, tenaient directement aux accords de Nassau qui, quelques jours auparavant, avaient vu le gouvernement Macmillan se placer sous la protection nucléaire américaine. Récemment encore, de Gaulle sommait la Grande-Bretagne de renoncer à ses « liens spéciaux » avec les Etats-Unis, à « l'allégeance extérieure à une Europe qui en serait une ». Cependant, les porte-parole britanniques continuent de répéter que la « sécurité de l'Europe » exige le maintien d'une étroite alliance avec les Etats-Unis, et s'alignent systématiquement sur la politique américaine, qu'il s'agisse du Vietnam ou de la réforme de l'Alliance atlantique. La raison en est claire : la « force de frappe » nucléaire britannique est aujourd'hui composée de fusées Polaris américaines qui deviendront démodées vers 1970 et qu'il faudra remplacer.

Wilson ne se fait pas d'illusions sur l'efficacité d'un éventuel accord nucléaire européen à la gaulliste et n'est pas prêt à lui sacrifier la réalité de ses « relations spéciales » avec Washington.

Au surplus, il est évident que l'adhésion britannique offrirait aux Etats-Unis la possibilité de contrer plus efficacement la politique française en lui opposant directement celle d'une autre puissance atomique qui leur est toute dévouée. De Gaulle est conscient de ce rôle de « cheval de Troie » américain que la Grande-Bretagne jouerait dans le Marché commun, et c'est là sans doute le fond de son opposition à son entrée. Reste à savoir s'il pourra faire prévaloir ce point de vue.

## UNE STRATÉGIE EUROPÉENNE DES LUTTES EST NÉCESSAIRE

L'économie britannique étouffe dans ses limites nationales. Ni le Commonwealth, dont l'importance relative diminue, ni les pays de la zone de libre-échange, dont le potentiel économique est trop limité, ne lui ont apporté le « ballon d'oxygène » dont elle a besoin. Depuis la seconde moitié des années 50, les taux de croissance de la production et de la productivité britannique ont été largement inférieurs à ceux d'Europe occidentale. Il en a résulté des crises périodiques de paiements extérieurs qu'il a fallu combattre par des politiques de restriction cassant du même coup la croissance. Pour sortir du « stop-go » et éviter un irrémédiable déclin, la Grande-Bretagne n'a d'autre solution que l'adhésion au Marché commun.

Cet objectif, défendu par un gouvernement conservateur en 1962, l'est aujourd'hui par un gouvernement travailliste. Wilson, à la suite de Gaitskill, s'était pourtant montré farouchement anti-européen lorsqu'il était dans l'opposition. Mais son but ultime étant de faire fonctionner au mieux l'économie capitaliste, non d'engager la lutte pour sa transformation socialiste, il était inévitable qu'il finisse par s'aligner sur les intérêts des secteurs les plus décisifs du capitalisme britannique et qu'il leur sacrifie les intérêts de classe du prolétariat. Les forces qui le soutiennent aujourd'hui sont celles-là mêmes qui soutenaient Macmillan hier. Pour elles, l'adhésion à la

C.E.E. s'inscrit dans un plan d'« assainissement » de l'économie aux dépens des travailleurs qui a commencé avec le programme « déflationniste » de juillet 1966 et la reconstitution d'un important « tapis de chômeurs ».

Se laisser enfermer dans l'alternative bourgeoise : pour ou contre le Marché commun serait une politique de suicide pour le mouvement ouvrier britannique. Certes, il doit s'opposer au renforcement économique, politique et militaire du dispositif impérialiste en Europe occidentale qui résulterait de l'adhésion britannique. Mais il doit le faire pour des raisons de classe, pas au nom de la « défense de la souveraineté nationale et du Commonwealth ». La tâche qui s'impose est d'organiser la résistance au plan d'« assainissement » de l'économie aux frais du prolétariat. Cette lutte passe aujourd'hui par une défense de la classe ouvrière contre l'offensive de juillet, contre le chômage. Pour atteindre le maximum d'efficacité, elle devrait être liée à celle des travailleurs des autres pays du Marché commun. Cette jonction pourrait se manifester par la réunion d'une conférence syndicale européenne, réunissant toutes les confédérations syndicales pour l'élaboration d'un programme commun de revendications. Enfin, cette lutte défensive devrait préparer une lutte offensive pour des revendications transitoires, ouvrant la perspective d'une solution socialiste à la crise de l'économie britannique.

De même que le mouvement ouvrier britannique n'a pas à soutenir tel secteur du capitalisme britannique contre tel autre secteur, de même n'a-t-il pas à soutenir tel pays contre tel autre dans le conflit de concurrence inter-impérialiste qui se manifeste à propos de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. Aux uns et aux autres, il faut opposer l'idée des Etats-Unis socialistes d'Europe et lui donner forme par la préparation de revendications transitoires communes guidant les luttes sur le plan européen. A l'Europe des trusts, qu'elle soit « ouverte », « communautaire », ou « des patries », il faut répondre par le mot d'ordre « travailleurs de tous les pays européens, unissez-vous ! ».

Jean DEVAUX.

(1) Voir « la Quatrième Internationale » n° 9.  
(2) Voir « la Quatrième Internationale » n° 12.